

Les études de la Nouvelle Europe

L'identité controversée de la Biélorussie,

enjeu central de la transition démocratie et économique depuis
l'indépendance

Par Philippe Perchoc

L'association Nouvelle Europe œuvre à une meilleure connaissance des problématiques de l'Europe élargie depuis 2004 en ouvrant une fenêtre sur l'Europe centrale et orientale.

Regroupant de jeunes européens de l'Est et de l'Ouest, elle se veut un pont entre deux Europes trop longtemps séparées à travers son site Internet, un programme tourné vers les lycées ainsi qu'un cycle de rencontres mensuelles.

Les Etudes de la Nouvelle Europe veulent mettre à la disposition d'un large public, sous un angle original, une information pédagogique sur les questions de l'élargissement, de l'Union européenne à 27 et de son voisinage.

www.nouvelle-europe.eu

Association Nouvelle Europe
10 rue de Strasbourg
92700 Colombes – France

« Une dictature d'Asie centrale en Europe centrale ». Un observateur malicieux pourrait être tenté de décrire ainsi la situation actuelle de la Biélorussie. Pourtant, il semble que ces comparaisons faciles ne peuvent avoir lieu que parce que ce pays est très mal connu en Europe de l'Ouest.

À l'occasion des dernières péripéties énergétiques entre la Russie, la Biélorussie et l'Union Européenne, l'actualité a rivé son projecteur sur ce pays qui s'était jusqu'à présent plutôt illustré par le manque d'intérêt que lui portait le monde académique. Les études monographiques sont beaucoup moins nombreuses que pour sa voisine ukrainienne¹ et les grands courants d'études de l'Europe post-communiste comme la « transitologie » et « l'europanisation » se sont peu penchés sur la question biélorusse.

Il est par exemple intéressant que l'ouvrage important de J.Linz et A.Stepan², abordant pourtant la question fondamentale de la dialectique nationaliste et nationale dans la transition ou consacrant un chapitre à l'Estonie et la Lettonie pour illustrer ces questions, ne se soit pas inspiré plus de l'expérience biélorusse.

Depuis que le pays semble avoir plongé dans l'autoritarisme, il n'a pas suscité beaucoup plus d'analyses³ notamment dans le cadre des études de la transition. Les derniers événements des années 2000 ont donné lieu à nombre de commentaires sur le manque d'identité des Biélorusses ou sur la question linguistique biélorusse, mais trop souvent sous un biais normatif comme le souligne G. Ioffe⁴.

Pourtant, il semble qu'il faille revenir plus en détail sur la question de l'identité en Biélorussie pour la mettre en dialogue avec l'histoire récente du pays et essayer de déceler en quoi cet élément a été un obstacle à la transition.

Il semble que, comme dans les pays Baltes, ce facteur ait été déterminant et il convient non pas de trancher la question de l'existence d'une identité biélorusse, mais bien de tenter d'analyser l'usage politique qui en a été faite et de mesurer quel impact cela a-t-il pu jouer dans la transition.

Pour cela, il conviendra dans un premier temps d'analyser le discours des nationalistes biélorusses du début des années 1990 et son inadéquation avec les choix fondamentaux faits en matière d'attribution de la citoyenneté à la même période. Dans un second temps, nous envisagerons comment la politique identitaire du président Loukashenko prend le contre-pied de cette politique identitaire menée par les nationalistes pour adopter une rhétorique certes plus nationale que nationaliste mais surtout très ancrée dans l'identité soviétique.

¹ IOFFE, G., *Understanding Belarus: Questions of Language*, in *Europe-Asia Studies*, Vol. 55, n°7, 2003, 1009-1047, p.1011

² LINZ, J. J. & STEPAN, A., *Problems of democratic transition and consolidation: Southern Europe, South America, and post-Communist Europe*, John Hopkins University Press, Baltimore, 1996, 479 pages

³ Même s'il faut citer les différents travaux d'Alexandra Goujon ou de Virginie Symaniec

⁴ IOFFE, G., *Understanding Belarus: Questions of Language*, in *Europe-Asia Studies*, Vol. 55, n°7, 2003, 1009-1047, p.1011 même s'il faut souligner l'intéressante contribution de SILITSKI, V., *De l'indépendance à Loukashenko : l'évolution de la situation politique au Bélarus dans les années 1990* in DEPELTEAU, F., & LACASSAGNE, A., *Le Belarus. L'Etat de l'exception*, Presses Universitaires de Laval, Québec, 2003, 385 pages, p.33-74

I. La faillite d'une identité imposée

1. « L'indépendance par inadvertance »

Pendant toute la Guerre Froide, la République de Biélorussie est apparue comme l'allié le plus fidèle de la Russie au sein de l'URSS. Les élites communistes biélorusses étaient si orthodoxes que ce n'est qu'avec maints débats que la Perestroïka fut finalement acceptée⁵. C'est ce qui a parfois donné le sentiment que le pays a connu une « indépendance par inadvertance ».

À la fin des années 1980, la catastrophe de Tchernobyl⁶ et la découverte des charniers de Kurapaty⁷ ont pourtant conduit à un certain rejet de l'appareil d'Etat et permis le développement d'un mouvement nationaliste : le Front Populaire Biélorusse (FPB) à la faveur de la Perestroïka.

Si Stanislas Chouchkevitch⁸ a signé les accords qui ont mis fin à l'URSS⁹ le 8 décembre 1991, le pays était encore assez largement hostile à cette issue et ce n'est qu'après l'échec du Putsch d'août 1991 que les élites communistes de Biélorussie se rallièrent à l'idée de l'indépendance.

Le maintien au pouvoir d'une génération d'hommes politiques installés avant l'indépendance demandait qu'une politique nouvelle légitimât leur action.

La phase de « libéralisation », telle qu'elle est décrite dans les modèles de la transition, est passée en Europe centrale par la négociation et un jeu à quatre acteurs : les communistes radicaux, les modérés, l'opposition modérée et l'opposition radicale¹⁰. En Biélorussie, certes le mouvement national mené en partie par le FPB existait, mais il était relativement récent. Il

⁵ Ales Adamovitch déclara même que la Biélorussie était la « Vendée de la Perestroïka ». Ce fut aussi le cas de l'Ukraine, alors qu'à l'autre bout du spectre politique, les Estoniens ont tout fait pour utiliser à fond les opportunités de ce nouveau libéralisme moscovite.

⁶ La catastrophe du 28 avril 1986 eut de fortes répercussions en Ukraine mais aussi en Biélorussie, puisque ce fut le territoire de cette dernière république qui fut le plus touché par les radiations. La gestion désastreuse de l'explosion et l'attentisme des autorités soviétiques de la RSS de Biélorussie ne prenant aucune mesure d'urgence créèrent une faille dans la confiance que les Biélorusses portaient au régime. Environ 20% du territoire biélorusse fut affecté et 20% des terres agricoles. Selon Yann Richard, plusieurs dizaines de milliers de personnes durent migrer vers des zones plus saines au Nord du pays. RICHARD, Y., *Biélorussie*, Encyclopedia Universalis, 2005

⁷ En 1988, l'historien Zenon Pozniak découvrit dans la forêt de Kurapaty les restes de victimes de la Seconde Guerre Mondiale. Certaines estimations parlèrent de 30 000 morts et certains mouvements nationalistes biélorusses comme le Front Populaire Biélorusse de Pozniak, fondé cette même année 1988, attribuèrent ces massacres à l'URSS tandis que les autorités soviétiques accusèrent les Nazis.

⁸ Stanislas Chouchkevitch, mathématicien et physicien, est devenu en 1991 Président du Soviet Suprême de Biélorussie et signe les accords constatant la « fin de l'URSS » et la création de la CEI. Il est, par ailleurs, le fils d'un poète biélorusse très célèbre qui fut emprisonné par les autorités soviétiques sous Staline.

⁹ Cette signature des accords constatant la « fin de l'URSS » joue un rôle important dans la suite de l'histoire biélorusse, puisque le fait que Stanislas Chouchkevitch signa alors ces accords lui fut par la suite reproché par Alexandre Loukashenko car une majorité des Biélorusses y étaient de fait opposés. Aujourd'hui, Stanislas Chouchkevitch se défend qu'une autre solution eut été possible. Il est intéressant dans cette perspective de lire les déclarations de l'ancien président lors du quinzième anniversaire de la chute de l'URSS. « The union had already been broken up by the putschists » par exemple dans un article de Radio Free Europe le 8 décembre 2006. <http://rferl.org/featuresarticle/2006/12/14b6b499-9eb2-4dec-b96c-784ec918969a.html> consulté la dernière fois le 14 janvier 2006.

¹⁰ BAFOIL, F., *Europe centrale et Orientale, mondialisation, européanisation et changement social*, Presses de Sciences-Po, Paris, 2006, 567 pages, p139-145

n'a pas acculé les autorités communistes au départ, ce sont les circonstances internationales qui ont engendré l'indépendance. Les autorités nouvelles, menées par Stanislas Chouchkevitch et soutenues en partie par un FPB radical, arrivèrent alors au pouvoir sans réelle négociation avec les communistes, qui restèrent largement en place. De fait, les nationalistes étaient isolés dans un appareil d'Etat inerte et hostile. On peut donc supposer qu'ils menèrent une politique de « biélorussification » du pays en partie par conviction mais aussi pour asseoir leur pouvoir¹¹. Par ailleurs, compte tenu de l'état financier désastreux du pays et de la lourdeur de l'appareil d'Etat, cette « politique des symboles » peu demandeuse de ressources publiques (mis à part pour l'enseignement de la langue biélorusse) était accessible au nouveau gouvernement.

2. L'échec d'une identité imposée

Dans les pays Baltes, les mouvements nationalistes de la fin des années 1980 se sont appuyés sur une culture nationale, linguistique et historique¹² ainsi que sur le souvenir d'une indépendance déjà connue. C'est ainsi qu'en Lituanie, les indépendantistes agirent dans un premier temps dans les marges de manœuvre que laissait la Perestroïka : liberté de la recherche historique ou mobilisations environnementales par exemple. Peu à peu, le mouvement utilisa des manifestations historiques et identitaires pour se faire entendre. Différentes tentatives du Parti communiste local de réprimer le mouvement conduisirent à sa radicalisation sous l'œil bienveillant de Moscou qui ne comprit pas toujours ce qui se jouait. Cette action nationaliste s'appuyant sur des souvenirs historiques très prégnants ainsi que sur une langue largement partagée et l'absence d'une forte minorité russe montre que les éléments d'un consensus national fort existait en Lituanie. Une vision politique et nationaliste de l'histoire pouvait s'appliquer à tous les habitants du territoire lituanien qui devinrent tous citoyens.

En Estonie, les nationalistes agirent au nom de la nation (dont le fondement identitaire principal est la langue pour les Estoniens) et dans le cadre juridique de l'Etat estonien de l'entre-deux-guerres. Ces deux sources de légitimité jouèrent un rôle central dans leur lutte de libération mais aussi dans la fondation d'un Etat indépendant, avant tout tourné vers la « nationalité titulaire ».

Par ailleurs, pour les trois pays Baltes, la question de l'illégalité de l'occupation soviétique joua (et joue toujours) un rôle important dans la cohésion du corps national. Une vision nationaliste de l'histoire ne pouvait pas, dans les cas estoniens et lettons, être endossée par la grande majorité des habitants compte tenu de l'importance des communautés russophones (Russes, Ukrainiens, Biélorusses etc.) En Lettonie par exemple, il en découla donc l'idée que seuls les Lettons ethniques et les citoyens lettons de l'entre-deux-guerres devinrent automatiquement citoyens. Les Lettons tinrent bon dans leur tentative de créer une démocratie qui s'appuierait une étape d'ethno-démocratie, malgré les critiques russes et internationales.

¹¹ En effet, si l'on a assisté dans un premier temps une politique de transformation réelle (multipartisme, libéralisation des médias, premières privatisations) qui rendaient optimistes les observateurs, le réveil de l'opposition communiste marqua le début d'un ralentissement puis d'un blocage. MARCOU, J. & PANKOVSKI, S., *Le phénomène biélorusse* in DEPELTEAU, F., & LACASSAGNE, A., Le Belarus, l'Etat de l'exception, Presses Universitaires de Laval, Québec, 2003, 385 pages, p13-32

¹² Il y avait une forme de patriotisme souterrain y compris chez les élites communistes des pays Baltes. On se souvient, par exemple, de l'histoire du trésor de la cathédrale de Vilnius. Découvert en 1985 après trois ans de fouilles, il est caché par ceux mêmes qui l'avaient découvert (apparemment avec la complicité des autorités communistes) de peur qu'il soit envoyé à Moscou. Le secret ne fut levé qu'en 1998, signe que le pays sentait son indépendance bien assurée.

Cette option estonienne et lettone ne pouvait prendre racine que dans le contexte de nationalisme très fort d'une nation titulaire qui s'était battue des décennies durant pour faire reconnaître ses droits et l'illégalité de l'occupation soviétique.

À l'inverse des pays Baltes, Stanislas Chouchkevitch rompit avec le passé sans pouvoir s'appuyer sur un consensus suffisant au sein de la population sur l'identité et le destin biélorusse.

Les nationalistes manquaient d'une expérience étatique récente. Une république de Biélorussie a bien vu le jour en 1918, mais les nationalistes d'alors avaient fondé leur discours sur une dénonciation marxiste de la politique de russification, ce qui les amena à s'allier avec les Bolcheviques. L'indépendance ne dura donc que quelques mois, avant une adhésion volontaire de la république à l'URSS naissante. Par la suite, un nationalisme biélorusse connut de beaux jours dans le cadre de la politique des nationalités des années 1920, mais toujours à travers le paradigme socialiste.

Or, le nationalisme des années 1990 voulut rompre avec le communisme, il ne put donc pas faire appel à cette brève indépendance, ni au renouveau culturel des années 1920.

Certains historiens popularisèrent alors la théorie du « substrat balte » de la Biélorussie indépendante, appelant au souvenir du grand Duché de Lituanie dont le Vieux Biélorusse était la langue officielle au Moyen Age¹³. Selon Alexandra Goujon¹⁴, cette volonté de rattacher l'histoire de la Biélorussie à celle du Grand Duché de Lituanie s'inscrit dans un particularisme fort du nationalisme biélorusse : sa tendance à se définir par rapport aux grands ensembles que sont le monde européen et le monde slave. Il y a dans cette imagerie grand-lituanienne une indéniable volonté de trouver des racines à l'Etat de droit¹⁵, à une certaine conception du « droit des gens¹⁶ » et à l'appartenance européenne. Pourtant, cette mémoire était largement celle d'intellectuels de l'Ouest du pays, souvent catholiques¹⁷ et originaires de régions anciennement polonaises.

¹³ Tout du moins avant que l'union du Grand Duché et de la Pologne ne poussent les élites à se poloniser.

¹⁴ GOUJON, A., *Nationalisme et identité en Biélorussie*, p.13-23, in *Changing Belarus*, Chaillot Papers, n°85, novembre 2005, Institut d'Etudes de Sécurité de l'Union Européenne, Paris, page 14

¹⁵ « Si on adopte une perspective historique qui ne se limite pas à la période soviétique, on s'aperçoit que la tradition étatique biélorussienne date de plus de dix siècles » CHOUCHEVITCH, S., Préface, DEPELTEAU, F., & LACASSAGNE, A., *Le Belarus, l'Etat de l'exception*, Presses Universitaires de Laval, Québec, 2003, 385 pages, p XV

¹⁶ Le régime polono-lituanien apparut beaucoup plus souple aux paysans biélorusses en cela qu'il était assez libéral quant à la langue et aux traditions locales contrairement à un empire tsariste perçu comme beaucoup plus autoritaire. S. PANOVSKI & J MARCOU, *le phénomène Biélorusse* in DEPELTEAU, F., & LACASSAGNE, A., *Le Belarus, l'Etat de l'exception*, Presses Universitaires de Laval, Québec, 2003, 385 pages, p13-32 et aussi PLASSERAUD, Y., *Les Etats Baltiques, des sociétés gigognes*, Armeline, Brest, 2006, 450 pages, pages 35-57 pour un bref aperçu de l'histoire du Grand Duché de Lituanie avec un intérêt particulier pour la question des minorités.

¹⁷ Qu'ils soient catholiques romains ou uniates. On sait le rôle que l'Eglise greco-catholique a pu jouer dans la constitution d'une identité ukrainienne différente de l'identité russe. Dans le cas biélorusse, cette Eglise fut bannie en 1839 et ne put donc pas être le terreau d'une différenciation d'avec le voisin russe. BURANT, S. R., *Foreign Policy and National Identity : a Comparison of Ukraine and Belarus*, Europe-Asia Studies, Abingdon, Nov95, Vol. 47 Issue 7, p1125, 19p

Dans sa volonté de trouver des fondements à son indépendance, la jeune république tenta de faire passer cette idéologie nationaliste dans les symboles : le drapeau de la principauté de Polatsk¹⁸ fut adopté et la langue biélorusse rendue seule langue officielle¹⁹.

Cette politique est finalement assez semblable à celle que les pays Baltes ont adoptée à la même époque²⁰, à une différence fondamentale près : en l'absence d'Etat biélorusse antérieur, la question de la citoyenneté du nouvel Etat ne se posa pas dans les mêmes termes qu'en Estonie et en Lettonie.

La question de la définition du corps citoyen s'est posée dans la douleur dans les pays Baltes et l'élément clef de la définition du nouveau citoyen letton ou estonien fut le droit du sang et la langue nationale. Dans cette optique, on comprend que l'histoire sublimée d'une nation titulaire seule admise à la citoyenneté ait été érigée en politique publique.

Mais dans le cas biélorusse, la situation fut bien différente : tous les habitants de la Biélorussie soviétique devinrent citoyens de la nouvelle république. Cette situation se rapproche donc plus de « l'option 0 » des Lituanais que de l'exemple letton ou estonien. Pourtant, cette politique n'eut pas le même succès que sur les bords de la Neris.

Les nationalistes insistèrent alors sur une identité balte et du grand Duché qui ne put pas s'enraciner pour plusieurs raisons. La première était qu'elle était lointaine et concurrencée par les Lituanais eux-mêmes ; par ailleurs, Vilnius, la ville que les Biélorusses considéraient comme leur capitale culturelle était devenue la capitale de la Lituanie²¹. La seconde raison était que cette identité avait été utilisée par les nationalistes pendant la Seconde Guerre Mondiale et appuyée par les Nazis²².

¹⁸ La principauté de Polatsk à la fin du Xe siècle était vassale de la Rus de Kiev mais relativement indépendante. Elle prit son essor lorsqu'au XIIIe siècle les invasions mongoles affaiblirent considérablement à la fois l'influence de Kiev et de Novgorod et permirent à la principauté de Polatsk, déjà relativement autonome et originale culturellement. Au XIVe siècle, l'alliance des peuples biélorusses et lituanais (eux-mêmes composés de nombreuses variantes) mena à la création du Grand Duché de Lituanie qui regroupa les terres actuelles de la Lituanie et de la Biélorussie. Aux vues de l'importance historique du Grand Duché par la suite, on comprend que les nationalistes biélorusses voulurent s'en réclamer.

¹⁹ La question de la langue est une question très complexe en Biélorussie. Les spécialistes de la région peinent à se mettre d'accord sur la manière d'interpréter les résultats des sondages. Il semble néanmoins qu'en l'absence de références historiques réellement communes et d'attachement à une religion spécifique, la langue soit un élément fondateur de l'identité biélorusse. Pourtant, elle n'est parlée qu'occasionnellement dans la vie quotidienne. Sur la question complexe des langues en Biélorussie (russe, biélorusse mais aussi « trasyanka » - une superposition des deux langues très parlée au quotidien), il convient de lire en outre de l'article de Grigory Ioffe cité en note 1, IOFFE, G., *Understanding Belarus : the Belarussian Identity*, Europe-Asia Studies, vol.55, n°8, Décembre 2003, p 1241-1272.

²⁰ PLASSERAUD, Y., *Les Etats Baltiques, des sociétés gigognes*, Armeline, Brest, 2006, 450 pages, pages 236-237 et suivantes pour l'Estonie et 290-291 et suivantes pour la Lettonie. Comme le souligne cet ouvrage dans sa dernière partie consacrée à la situation actuelle des minorités dans les Etats baltes, la question linguistique a été centrale dans la construction de ces deux Etats. Dans le cas lituanien comme dans celui de ses deux voisines baltes, la bataille pour la langue fut un élément essentiel de la lutte pour l'indépendance et la langue lituanienne s'imposa naturellement au début des années 1990. Avec une composition ethnique assez similaire à celle de la Biélorussie, on aurait pu penser qu'un tel mouvement aurait aussi lieu en Biélorussie. Pourtant, la société biélorusse, plus urbanisée avait été plus russifiée. L'imposition de la langue biélorusse fut beaucoup plus problématique.

²¹ Vilnius est une capitale si emblématique qu'elle fut le refuge du Front Populaire de Biélorussie qui y tint en 1987 son premier congrès alors qu'il était interdit en Biélorussie.

²² Le « Bielaruskaja Centralnaja Rada » (Conseil Central Biélorusse) fut institué par les Nazis comme un gouvernement fantoche. Il utilisa le drapeau nationaliste blanc-rouge-blanc comme symbole principal. Sur l'utilisation de films soviétiques pour discréditer les nationalistes au referendum de 1995, voir LAPATNIOVA, A., *Biélorussie : les mises en scène du pouvoir*, l'Harmattan, Paris, 2001, 134 pages, page 46.

La Seconde Guerre Mondiale constitue vraiment un « nœud » dans l'identité des Biélorusses. Leur république a été l'une des plus ravagées par les conflits ; elle a perdu presque le tiers de sa population²³. La guerre a aussi été un moment clef car elle a recréé un nouveau territoire biélorusse : le pays gagna à l'Ouest 50% de sa taille. Elle devient l'avant-poste de l'URSS, à la fois sa « grande usine » mais aussi sa zone la plus militarisée. Le nationalisme biélorusse pendant la guerre fut donc avant tout un nationalisme soviétique de lutte contre le nazisme et l'épopée de la « grande lutte patriotique » fut particulièrement fêtée par la suite dans la république.

À cela il faut ajouter que la Biélorussie fut largement bénéficiaire de son appartenance à l'URSS. Les reconstructions massives de l'après-guerre, l'industrialisation d'un pays très rural et un niveau de vie beaucoup plus élevé que dans les autres républiques socialistes dans les années 1970 créèrent un vrai sentiment patriotique soviétique. Son économie était l'une des plus intégrées dans l'URSS et, pour des raisons pratiques, la rupture idéologique proposée par les nationalistes avec la Russie parut impossible.

Comme le souligne Peter Kim Laustsen, la Biélorussie, comme beaucoup d'Etats soviétiques, connut la construction de l'Etat avant celle de la nation²⁴ ; or, l'application d'une stratégie mémorielle qui ne concerna qu'une partie infime de la population²⁵ en parallèle à un octroi de la nouvelle nationalité à tous est un dilemme que les nationalistes ne purent surmonter. Par ailleurs, une différence fondamentale existe entre les Biélorusses et les Baltes : ces derniers se sont battus longtemps pour leur indépendance. En l'absence d'un projet « ethno-national » impossible comme en Estonie ou en Lettonie, la nouvelle élite dirigeante biélorusse ne pouvait que proposer un projet dans lequel chaque Biélorusse, peu importe son ethnie ou sa langue, puisse se retrouver, et elle échoua largement parce qu'elle ne put s'appuyer sur un bilan économique positif.

3. L'absence de réformes

Une analyse structuraliste de la société biélorusse des années 1980 semblait indiquer que la transition était tout à fait possible²⁶ : forte urbanisation, haut niveau d'éducation, absence de conflits ethniques et religieux étaient autant d'éléments qui auraient dû jouer en faveur de la transition. Par ailleurs, la situation ethnique et économique de la Biélorussie aurait pu paraître beaucoup plus favorable que celle de la Lituanie elle-même.

²³ Ce qu'on a appelé la « Shoah par balles » a été largement oubliée en Europe occidentale mais reste profondément ancrée dans la mémoire biélorussienne alors que la minorité juive avait toujours formé une partie fondamentale de l'élite urbanisée du pays. Cf : TINCQ, H., *Un curé sur les traces de la « Shoah par balles »*, le Monde, 4 avril 2006

²⁴ LAUSTSEN, P., K., *Belarus – A unique case in the European context*, Baltic Defence Review, Tartu, n°9, vol.1/2003, p 67

²⁵ La population « consciente » ethniquement et militante linguistiquement. MARCOU, J. & PANKOVSKI, S., *Le phénomène biélorusse* in DEPELTEAU, F., & LACASSAGNE, A., *Le Belarus, l'Etat de l'exception*, Presses Universitaires de Laval, Québec, 2003, 385 pages, p22

²⁶ SILITSKI, V., *De l'indépendance à Loukashenko : l'évolution de la situation politique au Bélarus dans les années 1990* in DEPELTEAU, F., & LACASSAGNE, A., *Le Belarus, l'Etat de l'exception*, Presses Universitaires de Laval, Québec, 2003, 385 pages, p.56

Pourtant d'autres facteurs tels que l'héritage pesant de l'industrie lourde, le fort impact électoral de la population âgée et d'une mentalité rurale conservée y compris en ville²⁷ ont joué un rôle de frein dans la transition en appuyant un conservatisme diffus.

Après avoir été affaibli dans un premier temps et laissé en partie les mains libres aux nationalistes, le mouvement conservateur soutint le Premier ministre Kebitch à partir de 1992. Il entra en conflit avec le président sur la relégation du Parti Communiste, la volonté d'abandonner la neutralité pour rejoindre les organisations de sécurité de l'ex-URSS²⁸ et la dénonciation des accords de Belovejskaïa Pouchtcha.

C'est ce conflit qui bloqua toute réforme, alors que les Biélorusses demandaient des réponses concrètes à leurs préoccupations matérielles : le combat idéologique que menèrent réformateurs et conservateurs sur les questions identitaires ainsi que la radicalisation des premiers conduisirent à un rejet des élites, nouvelles et anciennes, par la population.

Par ailleurs, le camp des réformateurs était divisé. On trouvait le Front Populaire de Biélorussie dirigé par Zenon Pozniak. Celui-ci se basait fondait sur une rhétorique anti-russe très critique vis-à-vis des conservateurs. Il refusait toute idée d'alliance avec les anciens communistes pour mener les réformes et se concentra largement sur la question identitaire avec une telle radicalité qu'il effraya même une partie des démocrates.

Le président Chouchkevitch, voulait s'accommoder des conservateurs pour faire avancer les réformes mais avait été élu grâce au soutien du FPB, il devait donc ménager ses alliés tout en prenant acte de leur isolement. La situation devint pour lui peu à peu intenable : aucune perspective de négociation avec les communistes à la manière des « tables rondes » centre-européennes ne paraissait envisageable tant l'opposition était divisée.

D'autres virent l'émergence d'Alexander Loukashenko comme la chance de pouvoir manipuler un homme neuf et populaire. En effet, devant le blocage du système, Loukashenko s'en prit à toutes les parties.

Il critiqua sévèrement la politique identitaire du FPB, stigmatisant une volonté de rompre avec la Russie, rappelant les liens troubles que les nationalistes avaient entretenus avec les Nazis pendant la guerre et jouant sur le mécontentement d'une partie de la population de ne plus pouvoir utiliser que le biélorusse dans leurs rapports avec les administrations.

Il stigmatisa le blocage politique de la présidence de Chouchkevitch mais attaqua aussi la corruption du régime. Par ailleurs, il joua sur les difficultés économiques du pays et les attribua à une politique des nouvelles élites visant rompre avec la Russie. Il déplora aussi régulièrement la fin de l'URSS. En effet, Alexandre Loukashenko souligne souvent qu'il aurait été le seul député biélorusse à ne pas voter la dissolution de l'URSS.

Enfin, il critiqua la ligne de Kebitch, pourtant plus proche de la sienne. Loukashenko, alors président de la commission parlementaire de lutte contre la corruption dénonça les malversations du Premier ministre. Celui-ci eut la mauvaise idée de vouloir le faire taire à quelques mois des élections présidentielles de 1994. Loukashenko convoqua donc les médias à loisir pour se présenter comme une victime.

²⁷ On peut expliquer ce caractère rural des mentalités urbaines en partie par la Shoah. Les Juifs formaient une partie très importante des populations urbaines. Leur disparition amena en ville des populations rurales biélorusses ainsi que des populations rurales russophones venues d'ailleurs en URSS et attirée par une rapide industrialisation.

²⁸ Comme le Pacte de sécurité collective de la CEI signé en 1992.

Il profita de l'instauration d'une nouvelle constitution instituant une véritable présidence (et non plus une présidence du Soviet suprême comme c'était le cas de la constitution soviétique) pour se présenter aux élections. La nouvelle constitution attribuait de larges pouvoirs au président, tout comme la constitution ukrainienne, l'idée étant de surmonter les blocages de la période précédente. Loukashenko remporta les élections au second tour avec plus de 85% des voix.

Cette première phase de la transition biélorusse a été marquée par une impossibilité pour la nouvelle élite de mobiliser une conscience nationale qui eût pu justifier de lourdes réformes économiques. Elle a donc concentré ses efforts sur la création d'une identité nationale au détriment des réformes économiques, alors que celles-ci étaient au cœur des attentes des électeurs. Le blocage institutionnel et la dégradation des conditions de vie eurent un impact électoral décisif.

En outre, en essayant d'appliquer un cadre de référence européen et quasi-ethnique à une population à l'identité ancrée dans un patriotisme soviétique et ayant acquis dans son ensemble la nouvelle citoyenneté, elle perdit toute crédibilité.

Enfin, les divisions internes du camp des réformateurs lui furent préjudiciables : d'un côté ceux qui, comme Chouchkevitch, recommandaient de composer avec les communistes et le FPB qui s'y refusait absolument, d'un autre ceux qui promurent une vision plus européenne, à l'exemple de Chouchkevitch et du FPB, contre ceux qui penchaient plutôt pour une vision slave comme Kebitch et Loukashenko.

II. Le chemin vers l'autoritarisme

1. Le « peuple de Biélorussie »

Dans sa campagne, Loukashenko mêla habilement les questions identitaires et économiques. Il assura que si le niveau de vie des Biélorussiens avait baissé, c'est parce que la politique identitaire de ses prédécesseurs avait rompu les liens séculaires avec le partenaire russe. De plus, il organisa une série de referenda permettant à la fois d'asseoir son pouvoir mais aussi de clore l'épisode nationaliste. Quatre questions furent posées au referendum de 1995 : la promotion du russe comme seconde langue nationale, l'adoption du drapeau de la RSS de Biélorussie sans faucille ni marteau, une politique d'intégration étroite entre Biélorussie et Russie ainsi que le droit pour le président de la République de dissoudre le Parlement²⁹. Les quatre referenda furent remportés avec entre 75% et 83% des voix³⁰.

On voit bien qu'en matière d'identité, le programme de Loukashenko repose principalement sur une vision plus étatiste que nationale du pays. La Biélorussie existe non pas parce qu'elle est le fruit d'une nation mais parce qu'elle est l'héritière de la « prestigieuse » RSS de Biélorussie.

Les nationalistes, discrédités par leur inaction dans les années 1991-1994, arrivent dispersés aux élections législatives. En outre, le président fit tout pour éviter ces élections : il poussa les Biélorusses à rester chez eux. La constitution prévoyant que seuls les scrutins ayant été réalisés par plus de 50% des votants étaient valides, seuls 18 députés sur 260 furent élus en

²⁹ Il faut souligner le caractère illégal de cette modification de la constitution.

³⁰ LAPATNIOVA, A., *Biélorussie : les mises en scène du pouvoir*, l'Harmattan, Paris, 2001, 134 pages, page 46.

mai 1995. En tout, cinq élections furent nécessaires pour atteindre le quorum permettant au nouveau Parlement de siéger en décembre 1995.

L'ancien Parlement étant pendant ce temps impuissant, Loukashenko en profita pour gouverner par décrets présidentiels. Il installa une administration présidentielle très puissante fonctionnant pour une grande part sur des budgets extra-légaux.

Par la suite, le renforcement des pouvoirs présidentiels s'accompagna toujours d'un retour en arrière dans la dialectique soviétique. En septembre 1996, un nouveau quadruple referendum fut organisé. Encore une fois, d'importants changements constitutionnels visant à renforcer son autorité étaient mélangés à des questions de société touchant à l'identité. Les questions concernaient les domaines suivants : restauration de la fête nationale du 3 juillet (anniversaire de la libération de Minsk par les troupes soviétiques), organisation constitutionnelle (extension du mandat présidentiel, création d'une chambre haute nommée, nomination de membres de la Cour constitutionnelle et de la Commission électorale³¹), privatisation d'une partie des terres et abolition de la peine de mort.

Il y a dans l'idéologie du président Loukashenko l'idée que le système parlementaire biélorusse est foncièrement corrompu. C'est en convainquant les Biélorusses de cette idée et en stigmatisant la première période d'indépendance qu'il garde le soutien populaire pour gouverner par décrets. Ainsi la réforme de la constitution de 1994 fut adoptée par une assemblée nommée et non par le Parlement.

De manière générale, le régime construit une image particulière du « peuple biélorusse » travailleur et « spolié par les riches ». Il joue sur d'une rhétorique communiste qui met en scène les ennemis du pays (les « fauteurs de trouble », les étudiants politisés, les journalistes et « l'Occident. ») et flatte les traditions populaires en célébrant avec faste les fêtes soviétiques, en instaurant le jour des métallurgistes, des conducteurs de tracteurs, des douaniers ou même des KGBistes !

Le régime insiste sur tous les particularismes du peuple biélorusse par rapport à ses voisins. Alexandra Goujon met ce phénomène en avant: ni marxiste, ni conservatrice, ni libérale, l'idéologie biélorusse emprunte aux deux premières en rejetant tout à fait la dernière, « symbole de l'inégalité sociale entre les hommes, du profit et de l'individualisme³² ».

C'est une forme très particulière de patriotisme communiste qui n'est pas sans rappeler le « socialisme dans un seul pays » que le régime de Loukashenko essaie de conforter dans la société biélorusse. La rhétorique identitaire du nouveau régime se concentre avant tout sur la question économique et sur l'identité de l'État plus que sur celle de la nation.

2. Le retour à l'Est

Le second pilier de la politique identitaire du président est celui d'un rapprochement avec la Russie. L'identité biélorusse s'est toujours replacée dans le cadre plus large du monde slave et du monde européen.

³¹ LAUSTSEN, P., K., *Belarus – A unique case in the European context*, Baltic Defence Review, Tartu, n°9, vol.1/2003, p 77 pour une analyse plus approfondie des changements constitutionnels successifs des années 1990 en Biélorussie.

³² GOUJON, A., *Nationalisme et identité en Biélorussie*, p.13-23, in *Changing Belarus*, Chaillot Papers, n°85, novembre 2005, Institut d'Etudes de Sécurité de l'Union Européenne, Paris, page 20

Loukashenko affirme sans cesse que l'un des échecs principaux de la politique biélorusse du début des années 1990 est d'avoir voulu tourner le dos à la Russie, après la « catastrophe » de la dissolution de l'URSS.

Sa stratégie est double.

D'une part, elle se veut une voie de réintégration économique avec une économie russe perçue comme très complémentaire : du temps de l'URSS, la RSS de Biélorussie fonctionnait comme un « atelier » alors que la Russie subvenait largement à ses besoins en énergie. Cette alliance russe est nécessaire au maintien du « modèle social biélorusse ».

D'autre part, elle permet de se prévaloir d'un « panslavisme » assez majoritaire au sein de la population : connaissance très répandue du russe, attachement à l'Eglise orthodoxe, identité nationale reposant largement sur l'expérience socialiste.

Ainsi, le président prend le contre-pied de la politique antérieure, qui envisageait le pays comme ancré à l'Europe occidentale, en faisant référence au Grand Duché de Lituanie, en tentant de se rapprocher de l'UE³³ et en se démarquant de la Russie.

Par ailleurs, tout est fait pour appuyer la thèse d'une osmose des peuples russe et biélorusse et pour éviter la naissance d'un véritable nationalisme biélorusse populaire. C'est ainsi que les nationalistes sont stigmatisés pour leurs amitiés occidentales.

Le destin de l'EHU est particulièrement emblématique de cette politique. Université fondée par des professeurs déçus du retour en arrière de l'Université d'État au début des années 1990, elle fut de plus en plus soutenue par des fondations américaines et l'UE.

L'EHU devint peu à peu un foyer de contestation et un îlot prestigieux de pensée critique isolé dans la Biélorussie de Loukashenko, si bien que celui-ci décida de faire fermer l'université en 2004 au motif qu'elle formait des élites étrangères en pays biélorusse : « Cette Université formait une nouvelle élite qui allait, le moment venu, livrer le pays à l'Occident³⁴ ».

Le programme de Loukashenko en matière éducative est caractéristique d'un retour en arrière et parfois même d'un rigorisme plus extrême que le stalinisme lui-même. C'est ainsi que le département d'histoire de la philosophie de l'Université d'État a été fermé³⁵, qu'un enseignement obligatoire de « l'idéologie de l'État biélorusse » a été introduit à l'Université, que le pays se tient fermement à l'écart du processus de Bologne et que le marxisme-léninisme des manuels est systématiquement contrôlé³⁶.

C'est donc une idée bien différente de l'identité biélorusse que défend le nouveau régime depuis 1944 : l'idée, caractéristique du socialisme, d'un pays sans nationalisme, tourné vers la Russie et anti-occidental.

III. Quelle stabilité pour l'avenir ?

³³ SYMANIEC, V., *La Biélorussie et l'Europe, des relations tendues*, le supplément de la Lettre numéro 202, Fondation Robert Schuman, Paris, mars 2005, 9 pages

³⁴ SILITSKI, V., *Internal developments in Belarus*, in *Changing Belarus*, Chaillot Papers, n°85, novembre 2005, Institut d'Etudes de Sécurité de l'Union Européenne, Paris, page 34

³⁵ Interview du professeur V. Dounaev réalisée par l'auteur à Vilnius en juillet 2006. Selon lui, le département d'histoire de la philosophie de l'Université d'État à Minsk avait toujours bénéficié d'une certaine liberté. Ainsi le professeur Dounaev est spécialiste de philosophies russes et américaines comparées. Le département a été fermé au cours des années 1990 pour cause de non-compatibilité avec les principes du marxisme-léninisme.

³⁶ PERCHOC, P., *L'enseignement supérieur biélorussien en exil*, p 79-83 in *Le courrier des pays de l'Est*, Documentation Française, septembre-octobre 2006, Paris, 99 pages

Pourtant la question peut se poser de la stabilité d'un tel régime. Dans quelle mesure cette politique mémorielle instrumentalisée peut-elle durer ? En effet, si la faiblesse de l'opposition est chronique, d'autres facteurs déstabilisateurs semblent mettre le régime de Loukashenko en danger.

1. La faiblesse de l'opposition

L'opposition biélorusse reste largement divisée. Par ailleurs, elle est enfermée dans les contradictions et l'extrémisme relatif qui ont fait son échec. Quand Chouchkevitch écrit que « l'installation de Loukashenko est une manœuvre russe pour diriger le pays³⁷ », il reprend une symbolique anti-slave³⁸ qui a desservi le mouvement nationaliste dans les années 1990. Pozniak, leader du FPB, s'est lui aussi enfermé dans un discours sur « l'impérialisme russe ».

Il existe une division entre les partis qui boycottent les élections en les jugeant toutes illégales, à l'exemple le FPB qui vise une action extra-légale, et d'autres partis qui misent sur une révolution électorale comme le Parti social démocrate biélorusse³⁹.

L'opposition est divisée entre une multitude de partis aux options relativement différentes, d'ONG ou de mouvements. Il n'y a pas de plateforme unique, ni de leader très clairement identifié.

C'est aussi l'absence d'un discours acceptable sur le passé mais surtout sur l'avenir qui semble manquer à l'opposition. La radicalisation du FPB, l'insistance sur l'intégration européenne, alors que celle-ci n'est pas souhaitée par une majorité de Biélorusse, et des réformes économiques trop longtemps retardées mais nécessairement très douloureuses⁴⁰.

Dans les pays Baltes, la volonté d'indépendance, la lutte contre l'occupation, la bataille pour la nation a créé un effet « push » justifié par un discours sublimé sur le passé.

D'un autre côté, l'appel d'une identité européenne ressentie par beaucoup et permettant de justifier en grande partie les réformes structurelles douloureuses ont bénéficié en agissant comme un effet « pull » : c'est un discours sur l'avenir, sur les bienfaits de l'économie de marché, des réformes structurelles et sur une construction nationale protégée par l'UE et l'OTAN.

La combinaison de ces deux facteurs indispensables à la transition n'est pas mobilisable par les opposants biélorusses : ils sont divisés sur leur vision du passé et de l'avenir, et leurs

³⁷ CHOUCHEVITCH, S., Préface, DEPELTEAU, F., & LACASSAGNE, A., Le Belarus, l'État de l'exception, Presses Universitaires de Laval, Québec, 2003, 385 pages, p XVII

³⁸ « *Un mélange vulgaire de postulats marxistes-léninistes portant sur les avantages du socialisme et de l'économie planifiée, de vociférations panslavistes et des dogmes de l'orthodoxie moscovite.* » *idem*, p. XVI

³⁹ On se souvient en mars 2006 de la fièvre quasi-révolutionnaire qui agita la Biélorussie et qui laissa penser un moment que les événements de Kiev l'année précédente allaient se rejouer à Minsk. Néanmoins, les meneurs furent vite arrêtés et les services spéciaux dispersèrent la foule

cf : SAUMONT, J. F. *La révolution est terminée*, RFI, 24 mars 2006, http://www.rfi.fr/actufr/articles/075/article_42716.asp (dernière consultation le jeudi 18 janvier). Le régime d'Alexandre Loukashenko a toujours voulu se prémunir de ce type de mouvements post-électorales et a mis en place les éléments d'un contrôle omniprésent de la société. SILITSKI, V., *Internal developments in Belarus*, in Changing Belarus, Chaillot Papers, n°85, novembre 2005, Institut d'Etudes de Sécurité de l'Union Européenne, Paris, page 25

⁴⁰ Dans les pays Baltes, les réformes économiques furent aussi particulièrement douloureuses mais les partis au pouvoir ont su faire appel à une forme de volontarisme patriotique pour poursuivre l'effort. A ce titre, l'exemple balte est flagrant : malgré la baisse du niveau de vie dans les premières années d'indépendance, les Lettons ont toujours voté pour les réformateurs.

points d'accord (identité balto-européenne et volonté d'intégration européenne) n'ont que très peu de prise sur l'opinion publique.

Il n'existe donc pas de consensus sur l'identité du peuple biélorusse, pas plus qu'un accord sur une possible intégration européenne⁴¹.

2. Un partenaire russe déstabilisateur

La stratégie mémorielle du président actuel, s'appuyant sur le passé communiste et une vision panslave de la Biélorussie, a pu paraître rassurante pour la majorité des habitants dans une période de grande instabilité économique.

Pourtant, l'alliance russe, qui parut un moment comme un gage de stabilité, peut se révéler à terme un facteur de déstabilisation : indispensable pour continuer à faire vivre une économie sous-productive, elle est devenue un élément central du discours identitaire du nouveau régime. Mais si la Biélorussie entend rester dans la ligne de la RSS de Biélorussie, la Russie actuelle n'est plus celle de Brejnev : elle est elle-même en mutations.

La question récurrente de l'Union d'États avec la Russie, lancée sous Eltsine⁴², a pris un tour tout à fait différent avec l'arrivée de Vladimir Poutine au Kremlin. Si Loukashenko a pu espérer (assez maladroitement, on en conviendra) une union à parts égales entre Minsk et Moscou et même une présidence tournante de l'Union, la nouvelle administration n'est pas de celles qui pourraient laisser rêver le président biélorusse très longtemps.

À la différence de la Biélorussie, la Russie a connu un vaste processus de privatisations et de transformations économiques. Dans sa tentative d'intégrer l'économie de marché et l'OMC, la Russie a dû se plier à un certain nombre de normes et demande aux anciennes républiques d'URSS de payer leur énergie au prix du marché : c'est à la fois un élément important de son développement économique mais aussi un instrument de pression efficace sur ses voisins.

Minsk répond que dans le cadre de l'Union d'États, la Biélorussie ne devrait pas payer plus que les régions russes limitrophes⁴³. Moscou ne l'entend pas ainsi. Par ailleurs, la communauté d'affaire russe pousse le Kremlin à mettre sous pression l'une des dernières économies largement privatisables de la région.

Vladimir Poutine a déclaré en 2003 que l'Union d'États pourrait conduire à une adhésion de la république de Biélorussie à la Fédération russe⁴⁴ ou qu'il faudrait envisager des

⁴¹ GOUJON, A., *Nationalisme et identité en Biélorussie*, p.13-23, in *Changing Belarus*, Chaillot Papers, n°85, novembre 2005, Institut d'Etudes de Sécurité de l'Union Européenne, Paris, page 22

⁴² Il faut noter son échec relatif jusqu'à aujourd'hui mais ses succès dans le domaine d'une intégration militaire qui a été largement réalisée bien que les discours restent principalement basés sur les aspects économiques et politiques. DEYERMOND, R., *The State of the Union: Military Success, Economic and Political Failure in the Russia-Belarus Union*, Europe-Asia Studies, vol.56, n°8, Décembre 2004, p.1191-1205

⁴³ Une hausse immodérée des prix du gaz est dangereuse pour une économie dont la croissance est très largement basée sur un prix très bas de l'énergie. Metchislav Grib, ancien Premier ministre passé à l'opposition déclare ainsi que « le prétendu miracle économique local va s'effondrer ». DAY, M., *Biélorussie, inquiétudes après l'accord sur le gaz avec Moscou*, Le Monde, 3 janvier 2007. C'est pour cela qu'en vertu de l'Union d'États (largement virtuelle) entre les deux pays, la Biélorussie demande à ne pas payer plus que les régions de la Fédération de Russie qui lui sont limitrophes. Gazprom menace la Biélorussie de fermer le robinet, L'Express, 26 décembre 2006, <http://www.lexpress.fr/info/quotidien/actu.asp?id=7979> (dernière consultation jeudi 18 janvier 2007).

⁴⁴ RONTROYANI, C., *Belarusian Foreign Policy*, p47-68 in *Changing Belarus*, Chaillot Papers, n°85, novembre 2005, Institut d'Etudes de Sécurité de l'Union Européenne, Paris, page 66

compensations économiques, comme le rachat de Beltransgaz par Gazprom⁴⁵. Moscou n'entend donc pas financer le « modèle social biélorusse ».

Il y a donc lieu de se demander dans quelle mesure la stratégie du président Loukashenko de forger une identité panslave reposant sur l'histoire soviétique est un gage de stabilité pour son régime. Il a souvent avancé l'argument selon lequel Minsk était « le meilleur allié de Moscou » pour justifier les concessions qu'il demandait à la Russie en matière économique ; pourtant le régime de Vladimir Poutine pourrait bien à l'avenir exiger de la Biélorussie ce qu'elle prétendait apporter librement.

Dans cette véritable « bataille de la mémoire » que se sont livrés les anciens communistes et les nationalistes d'une part, puis ces derniers avec le régime du président Loukashenko d'autre part, il est clair que les discours des uns et des autres furent avant tout tributaires de considérations politiques.

Le choix de l'octroi de la nationalité biélorusse à l'ensemble des habitants de l'ancienne RSS de Biélorussie et la mise en place d'une politique très nationaliste – à l'exemple de celle des pays Baltes – sans que ce discours puisse être ressenti comme vraiment mobilisateur par la population a créé une situation complexe de délégitimation du pouvoir.

Cette perte de légitimité a ouvert la voie à un homme politique au discours panslave et conservateur en matière économique, Alexandre Loukashenko. Celui-ci a su profiter de l'idée d'une corruption généralisée des élites politiques pour instaurer une dictature populiste et extra-légale, légiférant par plébiscites et instaurant un véritable contrôle policier de la société. Il promut une rhétorique soviétique de stigmatisation de l'Ouest et d'une identité reposant sur l'appartenance à un État plutôt qu'à une nation.

Ce régime put paraître un temps stable, comme l'a montré l'échec de la révolution électorale de 2006, appuyé politiquement par le Kremlin et financé par des subventions énergétiques. Cette situation paraît aujourd'hui toutefois plus précaire : les perspectives d'une Union d'États à parts égales un temps rêvée depuis Minsk ont disparues au profit d'une Russie qui demande des gages économiques contre son aide.

Ce qui constituait le socle de la rhétorique d'union slave du président Loukashenko pourrait bien être en train de se dissoudre. Il ne semble pourtant pas que cela puisse profiter à une opposition intérieure très divisée qui ne tient pas de discours sur le passé et sur l'avenir qui fasse consensus chez les Biélorusses.

Or, cette vision commune a été un élément central de bien des transitions économiques et démocratiques en Europe centrale et orientale. L'identité nationale forma un effet « push » alors que le désir d'entrer dans l'Union Européenne engendra un effet « pull » créant une combinaison qui justifiait des réformes économiques, symboliques et politiques douloureuses.

On peut donc penser que l'absence de consensus identitaire national ou l'incapacité des élites à identifier et proposer un tel consensus est une entrave forte au processus de transition tel qu'il est analysé par les courants de la transitologie. Cette première analyse devrait pouvoir être ouverte et mise en dialogue avec des exemples réussis de transition en Europe centrale et orientale mais aussi avec des situations beaucoup moins abouties en Ukraine, en Asie centrale et aussi en Russie.

⁴⁵ Gazprom a finalement racheté 50% de Beltransgaz à l'occasion du dernier accord sur les prix signé en janvier 2007.